

Extrait du compte rendu de la 495e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Londres, 20 mai 1975)

Légende: Lors de la 495e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 20 mai 1975 à Londres et présidée par le secrétaire d'État britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth James Callaghan, les délégations interviennent sur les relations Est-Ouest. Ils tirent un bilan du développement des relations bilatérales avec les pays de l'Europe de l'Est et passent en revue les diverses actions menées par leurs gouvernements. Dans ce contexte, Bernard Destremau, secrétaire d'État français auprès du ministre des Affaires étrangères, souligne l'importance de garder un contact fréquent, non seulement avec l'Union soviétique, mais aussi avec tous les pays de l'Europe de l'Est. James Callaghan, pour sa part, déclare que le gouvernement britannique profite du climat général de détente pour améliorer ses relations avec l'Europe orientale. Il est cependant d'avis que la tenue d'un sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en été ne sera possible que si les Soviétiques font preuve de mobilité avant le sommet au printemps de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En outre, les progrès limités en matière de négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces militaires (MBFR) en Europe centrale serait dus au fait que les pays du pacte de Varsovie refusent d'admettre que la cause principale de l'instabilité dans la région réside dans leur supériorité vis-à-vis de l'Ouest en chars et en effectifs.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 495e réunion du Conseil de l'UEO tenue le 20 mai 1975 au niveau ministériel à Londres. II. Relations Est/Ouest. CR (75) 8. pp. [s.p]; 12-13; 22-27. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1975, 01/02/1975-30/12/1982. File 132.15. Volume 5/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_495e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_londres_20_mai_1975-fr-5f352bc4-8e36-4467-b2f0-e955231efbbb.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

SECRET

DOSSIER NO.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 495^e REUNION
DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE LE 20 MAI 1978

CR (75) 8

AU NIVEAU MINISTERIEL A LONDRES

Président; Rt. Hon. James Callaghan,
Secretary of State for Foreign & Commonwealth
Affairs.

II. RELATIONS EST/OUEST

1. Etat des relations entre la République Fédérale d'Allemagne et la République Démocratique Allemande

M. MOERSCH (traduction de l'allemand) déclare tout d'abord, à titre d'observation générale, que, comme par le passé, le développement des relations entre la République Fédérale d'Allemagne et la R.D.A. a été marqué, à certains égards, par des difficultés considérables. Pourtant, de toute évidence, il est d'un intérêt fondamental, de part et d'autre, d'établir des relations normales et de coopérer, dans le domaine économique en particulier. La politique générale de la R.D.A. est de renforcer la démarcation entre les deux systèmes sociaux, et d'empêcher que les différences soient atténuées. Ce que redoutent surtout les dirigeants de la R.D.A. est que le développement des relations avec la République Fédérale ne donne lieu en R.D.A. à des discussions, où serait mise en question la légitimité

- : du pouvoir du Parti socialiste unifié, qui gouverne en
- : tant que parti unique.

SECRET

SECRET

- 12 -

U. E. O. SECRET

CR (75) 8

2. Relations des autres Etats membres de l'U. E. O.
avec la République Démocratique Allemande

Le PRESIDENT déclare que les relations du gouvernement britannique avec la R. D. A. ont été, au cours des douze derniers mois, tout à fait correctes et régulières.

Il s'est posé un certain nombre de problèmes, concernant principalement des ressortissants britanniques, notamment des jeunes gens désireux de se marier et de s'établir en Grande-Bretagne; le gouvernement britannique a obtenu satisfaction dans plusieurs de ces cas, mais il reste un certain nombre de personnes à qui les autorités de la R. D. A. ont refusé un visa.

Les ministres du commerce ont échangé des visites, mais il n'est pas prévu pour le moment de visites de personnalités de rang ministériel. Les deux gouvernements ont conclu un accord sur la coopération économique et un accord sur les transports routiers; des négociations sont en cours en vue de la conclusion d'une convention consulaire, dans lesquelles le gouvernement britannique tient soigneusement compte des vues du gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

De l'avis de M. Callaghan, la R. D. A. est parmi les plus actifs des pays membres du COMECON sous l'angle des relations avec les partis. Elle s'est attachée de manière délibérée, et non sans succès, à cultiver ses relations avec le parti travailliste britannique. M. Callaghan se souvient qu'à Moscou on lui a dit un jour que si les relations entre Etats pouvaient continuer de s'améliorer, les relations entre partis et la politique du communisme étaient tout autre chose, et que la lutte idéologique se poursuivrait. Dans ces conditions, il importe, de l'avis du Secrétaire d'Etat britannique, que tous les Etats membres de l'U. E. O. demeurent vigilants en cette matière, étant donné les activités très persistantes de la R. D. A. auprès des partis socialistes dans les divers pays.

M. DESTREMAU rappelle que la France et la République Démocratique Allemande ont établi des relations diplomatiques en février 1973 et qu'un échange d'ambassadeurs est intervenu en mars 1974. Cet échange a du reste été retardé par des problèmes de locaux : il n'a pas été possible pendant des mois d'obtenir de la R. D. A. l'offre d'une résidence convenable.

.../...

U. E. O. SECRET

SECRET

SECRET

- 13 -

U. E. O. SECRET

CR (75) 8

Depuis lors, déclare le Ministre, il semble que les deux gouvernements sont partis de bases différentes. Pour le gouvernement français, l'objectif de ces relations est avant tout d'apurer le passé et d'organiser le développement de relations normales sur le plan économique et sur le plan culturel. Il a le sentiment que, du côté du gouvernement de la R.D.A., le but essentiel recherché est une coopération politique qui ne serait pas nécessairement axée sur des prolongements économiques ou culturels. Depuis quelque temps, ce gouvernement fait montre d'une plus grande compréhension et une politique de "pas-à-pas" ou de "petits pas" a été amorcée, notamment dans le domaine culturel. Sur le plan économique, en revanche, la situation n'est pas satisfaisante du point de vue français : en effet, le rythme des échanges est insuffisant, et il sera probablement très difficile de le développer car le pouvoir d'achat de la République démocratique allemande est diminué, semble-t-il, du fait du coût du pétrole que ce pays doit payer maintenant au prix mondial.

En ce qui concerne l'accord consulaire, la volonté est à nouveau manifestée par la R.D.A. d'introduire le problème de la nationalité allemande, et l'on se trouve actuellement dans une impasse.

Enfin, trop de cas humanitaires ne sont pas réglés, environ une centaine; certains d'entre eux ont pu l'être par l'entremise d'une association France-R.D.A. mais, de ce côté-là, un certain nombre de déceptions ont encore été essuyées.

M. van ELSLANDE déclare que les relations entre la Belgique et la République démocratique allemande se développent d'une façon normale. Au début de l'automne de l'année dernière, il a reçu M. Winzer, qui était à l'époque Ministre des affaires étrangères, et en mars de cette année M. Nier, vice-ministre des affaires étrangères, est venu en visite à Bruxelles; s'est alors également tenu un entretien au niveau des fonctionnaires.

A propos des conversations qui ont eu lieu avec M. Winzer et M. Nier sur des sujets de politique internationale, il n'y a rien de spécial à signaler : les thèses classiques connues de tous ici ont été opposées de part et d'autre.

.../...

U. E. O. SECRET

SECRET

SECRET

- 22 -

U. E. O. SECRET

CR (75) 8

dont il faut conclure qu'il y est désormais possible, par exemple, de s'inscrire dans une école allemande. Il y a probablement en Roumanie des centaines de milliers de familles dont il ne sera jamais possible de déterminer la nationalité et qui, ayant des liens de parenté de part et d'autre, sont à même d'opter pour l'un ou l'autre pays lorsque l'occasion s'en présente. Les modifications étonnantes que révèlent les divers recensements, en Hongrie comme ailleurs, permettent d'entrevoir une légère modification de la situation intérieure dans ces pays.

M. DESTREMAU, après avoir rappelé qu'il fut un temps où la France faisait un peu figure de cavalier seul dans ses relations avec les pays de l'Est et dans sa volonté d'éviter une cassure en deux blocs, croit que maintenant les partenaires européens sont tous conscients de l'intérêt qui s'attache à garder un contact fréquent avec les pays de l'Est, ce qui veut dire non seulement l'U.R.S.S. mais également les pays de l'Europe centrale.

Depuis la dernière réunion du Conseil au niveau des ministres, une rencontre importante a eu lieu en France, au mois de décembre 1974 à Rambouillet, entre le Président de la République française et M. Brejnev. On a parlé à cette occasion des questions classiques telles que la C.S.C.E., le Proche-Orient, et même l'Indochine; mais c'est surtout sur le plan économique que les choses ont un peu avancé, et le Premier ministre, M. Chirac, en se rendant en U.R.S.S., en mars dernier, a également fait progresser les relations bilatérales dans ce domaine, ce qui a permis la signature d'un contrat important concernant un complexe d'alumine et d'aluminium en particulier.

En ce qui concerne les relations de la France avec les autres pays de l'Est, M. Destremau indique que le gouvernement français estime tout comme ses partenaires qu'il faut absolument éviter que ces pays apparaissent comme oubliés, que leur situation est évidemment très difficile, qu'ils sont habités dans leur tréfonds par un nationalisme et un goût d'indépendance prononcés, mais que ces dispositions d'esprit sont évidemment très musclées par le fait qu'un certain nombre des dirigeants sont tout à fait obéissants aux instructions de Moscou.

.../...

U. E. O. SECRET

SECRET

SECRET

- 23 -

U. E. O. SECRET

CR (75) 8

Il estime néanmoins que des contacts très attentifs doivent être maintenus, et il ne croit pas que correspondent à la réalité certaines analyses aux termes desquelles on reconsidérerait par exemple la politique suivie en Yougoslavie, ou d'après lesquelles la Roumanie serait peu à peu obligée de se réaligner. Son sentiment est que la volonté de maintenir une certaine distance entre Moscou et Belgrade reste intacte, de même que, à Bucarest, il n'y aura vraisemblablement pas de changement touchant la politique extérieure dans les années prochaines.

La France a repris les contacts avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Avec ces pays le dialogue politique et économique n'est pas aussi nourri qu'avec les autres, et en particulier la Pologne, où le Président de la République doit se rendre au mois de juin. Cependant M. Destremau note que la reprise des contacts avec la Tchécoslovaquie s'est faite à l'occasion du voyage de M. Chnoupek à Paris, et que la venue de M. Puja, ministre des affaires étrangères de la Hongrie, y est attendue prochainement.

M. van der STOEL déclare que les Pays-Bas poursuivent une politique d'expansion et de diversification progressives de leurs différents contacts avec les pays du bloc oriental, convaincus que ces contacts, échanges ou visites sont dans l'ensemble utiles aux Occidentaux. Le représentant néerlandais croit être l'interprète de la plupart de ses collègues en déclarant que sans se faire trop d'illusions à cet égard, il faut reconnaître l'intérêt des échanges de vues et des efforts constants pour dissiper les malentendus et pour expliquer des tendances particulières de la politique occidentale.

Au cours de l'année écoulée des échanges et des visites ont eu lieu au niveau des ministres. D'autre part, la semaine dernière, la Reine des Pays-Bas a visité la Roumanie. Le Ministre néerlandais espère de son côté rencontrer ses homologues polonais et tchécoslovaque dans le courant du mois qui vient, et des échanges politiques ont lieu régulièrement au niveau des fonctionnaires. Les Pays-Bas sont ainsi à même de contribuer au dialogue entre l'Est et l'Ouest. Le gouvernement néerlandais s'efforce en ces occasions d'expliquer différents aspects de la politique occidentale; s'il est vrai que tel entretien est plus ou moins fructueux qu'un autre, le gouvernement néerlandais estime que tous les contacts sont, dans l'ensemble, utiles et méritent d'être poursuivis.

.../...

U. E. O. SECRET

SECRET

SECRET

- 24 -

U.E.O. SECRET

CR (75) 8

Le PRESIDENT, parlant au nom du gouvernement britannique, déclare que les relations du Royaume-Uni avec l'U.R.S.S. ont évolué de manière sensible au cours des douze derniers mois; par rapport à la période qui avait suivi l'expulsion, en 1971, de plus de cent fonctionnaires soviétiques. Il n'y a pas de raison pour que Londres n'entretienne pas avec l'U.R.S.S. des relations au moins aussi bonnes que les autres pays membres de l'U.E.O. et de l'OTAN.

Au début, la tâche a été difficile. Le Royaume-Uni a constaté que les autres pays du COMECON étaient très disposés à établir de meilleures relations. L'U.R.S.S. au contraire a conservé pendant assez longtemps une attitude réservée, tandis qu'étaient mis au point plusieurs projets d'accords que les deux parties pourraient conclure à condition d'en avoir la volonté politique. Ces textes furent dûment présentés à l'U.R.S.S. qui, après avoir fait froide mine pendant quelque temps, a fini par s'en saisir. On peut donc dire que la visite du Premier ministre britannique en U.R.S.S., en février, a marqué l'ouverture d'une phase nouvelle des relations entre les deux pays. Le Royaume-Uni n'a certes pas pris de l'avance sur la France ou la République Fédérale d'Allemagne, ni même sur les Etats-Unis, mais il commence à rattraper les autres Etats et ne voit pas de raison de ne pas chercher à le faire.

L'amélioration des relations est due, à certains égards, au fait que le Royaume-Uni a consenti à l'U.R.S.S., pour les cinq années qui viennent, des crédits atteignant près d'un milliard de livres. Bien qu'il n'ait nulle intention de permettre à l'U.R.S.S. de jouer à Londres le rôle qu'elle a pu sembler jouer avant 1971, le gouvernement britannique veut néanmoins faire tous les efforts possibles pour améliorer les relations dans le climat général de la détente.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 25 -

U. E. O. SECRET

CR (75) 8

Dans ces conditions, M. Gromyko, qui n'est pas venu à Londres depuis longtemps, a été invité à visiter la capitale britannique en automne; le gouvernement britannique a assuré en outre MM. Brejnev et Kossyguine qu'ils seront les bienvenus à la date de leur choix, et il attend leur réponse.

M. Callaghan croit que les Soviétiques sont toujours aussi désireux de voir se poursuivre le processus de la détente. Sans doute est-ce aussi le sentiment de ses collègues. L'U.R.S.S. continue apparemment de porter un grand intérêt à la détente; en vérité, si l'on considère les événements des dernières semaines, dans le Sud-Est asiatique ou en Moyen-Orient, par exemple, on doit reconnaître que l'U.R.S.S. aurait pu prendre des positions beaucoup plus avancées qu'elle ne l'a fait; au Portugal et à Chypre également. Il y a eu des moments au cours des trente dernières années où, en pareille circonstance, l'U.R.S.S. aurait saisi l'occasion d'accroître la tension: cette fois, elle n'en a rien fait.

De l'avis britannique, M. Brejnev est personnellement intéressé à la réussite de la C.S.C.E., quelle que soit la date à laquelle elle a lieu. Il souhaite la voir aboutir avant le 25^{ème} congrès du parti, car celui-ci pourrait, en février prochain, mettre en jeu sa position personnelle.

Quant à l'immédiat, on a dit déjà quelles difficultés ont été rencontrées, dans les relations entre les pays membres de l'U.E.O. et les pays de l'Est, sur la question de la réunion des familles; le gouvernement britannique estime, pour sa part, que les Occidentaux doivent, à la C.S.C.E., traiter ce problème très sérieusement. L'Ouest devrait exiger au moins des résultats équilibrés sur la totalité des points de l'ordre du jour que les chefs des neuf gouvernements ont approuvé il y a quelque temps. En échange de l'approbation d'un document qui confirmera le statu quo actuel en Europe, l'Ouest obtiendrait la promesse d'une libéralisation des échanges de personnes, d'idées et d'informations. Il y a donc intérêt à aboutir, et la phase finale de la conférence n'a pas besoin d'être prolongée inutilement, pourvu que les pays occidentaux restent fermes sur leurs positions.

.../...

U. E. O. SECRET

SECRET

SECRET

- 26 -

U. E. O. SECRET

CR (75) 8

Si le Ministre est bien informé, les propositions formulées par les Neuf ont été bien reçues par les Etats neutres; il faut espérer que cela influencera l'U.R.S.S., qui commence à donner des signes d'une plus grande souplesse. Les Soviétiques souhaitent certainement que le sommet de la C.S.C.E. ait lieu en juillet; M. Callaghan a constamment souligné, dans ses entretiens avec les représentants des pays est-européens et de l'U.R.S.S., que les pays occidentaux désirent constater un maximum de mobilité de la part des Soviétiques avant les 29 et 30 mai, date du sommet de l'OTAN qui sera sans doute le seul, dans le cadre atlantique au moins, de cette année. Si, a-t-il dit, le climat est mauvais au moment de la réunion de l'OTAN, les chances qu'un sommet de la C.S.C.E. puisse avoir lieu dès l'été seront compromises.

Une autre tâche très importante du Conseil est d'examiner ce qu'il y a lieu de faire maintenant au sujet de la conférence de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Le Secrétaire d'Etat britannique admet qu'un an et demi de négociations n'ont donné que de minces résultats et que les chances d'aboutir seraient sensiblement accrues si les pays signataires du Traité de Varsovie admettaient que la cause principale de l'instabilité dans la région réside dans la supériorité, dont ils disposent sur l'Ouest, en chars comme en effectifs. Evoquant la remarque du Secrétaire d'Etat américain selon laquelle il conviendrait d'introduire dans cette équation un élément nouveau, M. Callaghan pense que la C.S.C.E. devant probablement toucher à son terme dans les quelques mois qui viennent, le moment n'est pas loin où l'on saura quel est cet ingrédient nouveau qui devrait permettre de conclure avec les Soviétiques.

.../...

U. E. O. SECRET

SECRET

SECRET

- 27 -

U. E. O. SECRET

CR (75) 8

En ce qui concerne les autres pays du bloc oriental, M. Callaghan a constaté chez eux le très vif désir d'améliorer leurs relations avec le Royaume-Uni, et leur souci de prendre des initiatives à cette fin. Le gouvernement britannique s'est montré naturellement prêt à y répondre. Ainsi, il a obtenu une nette amélioration dans ses relations et ses échanges commerciaux avec la Pologne. On constate même que le volume des échanges commerciaux anglo-polonais dépasse maintenant celui des échanges anglo-soviétiques. Cette situation, qui eût été inimaginable il y a quelques années, est évidemment due en partie au fait que le commerce britannique avec l'U.R.S.S. a stagné, ou du moins n'a pas avancé comme il l'aurait dû ces dernières années. Il n'est pas exclu que les chiffres soient inversés de nouveau à la suite des divers accords commerciaux conclus en février, lors du séjour à Moscou de MM. Wilson et Callaghan.

Les échanges avec la Hongrie s'améliorent eux aussi. Dans le domaine politique, cependant, M. Callaghan a pu constater qu'il est très difficile d'avoir des entretiens utiles, étant donné l'attitude extrêmement dogmatique des Hongrois. Il est beaucoup plus facile de converser avec les Polonais et, bien entendu, avec les Roumains, avec qui les relations sont cordiales. Avec la Tchécoslovaquie, les rapports restent dans une certaine mesure tributaires des événements de 1968. Les relations avec la Bulgarie, situées sur un plan rigoureusement pratique, évoluent utilement, compte tenu de leurs limites. Le gouvernement britannique accorde une attention particulière à la Yougoslavie. Ce pays joue un rôle exceptionnel et occupe une place particulière, mais il risque aussi de devenir un jour une source d'instabilité. Les pays membres de l'U.E.O. ont donc grand intérêt à entretenir d'importants contacts politiques avec la Yougoslavie.

.../...

U. E. O. SECRET

SECRET